

Intervention Fabien sur PLF 2018- le mardi 17 octobre
Motion de renvoi en commission

Monsieur le Président
Messieurs les Ministres
Monsieur le président de la commission des finances
Messieurs les rapporteurs

Nous avons demandé le renvoi en commission du projet de programmation de finances 2018-2022 car la trajectoire annoncée par votre gouvernement est loin de répondre aux attentes de l'immense majorité des Français, à qui tous les gouvernements depuis la crise de 2008 ont demandé des efforts considérables.

Pas un mot dans votre projet de budget pour faire reculer en 4 ans la pauvreté quand celle-ci atteint des records avec 9 millions de Français qui vivent sous le seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 846 euros par mois.

Pas une ligne pour fixer les objectifs de réduction du chômage et des inégalités, qui génèrent tant de détresse, tant de colère et tant d'injustice.

Ce que vous nous proposez pour 2018 / 2022, c'est un budget qui va au contraire creuser les inégalités et augmenter les difficultés de nos concitoyens. C'est « tout pour les riches et tout pour la Bourse » et si peu pour les français !

Et cela alors que le FMI vient justement d'adresser cette mise en garde : « En réduisant les impôts des riches, les gouvernements risquent de saper la croissance ».

Vos intentions sont claires : la réduction des dépenses publiques ! C'est votre boussole comme en témoignent les coupes brutales dans les budgets de l'emploi, de la santé, du logement, des collectivités ainsi que la suppression de 130 000 emplois aidés et, à terme, de 120 000 postes de fonctionnaires.

Permettez-nous, de vous montrer comment, dans un pays où l'argent coule à flots, nous pourrions faire autrement et mettre l'économie au service du développement humain. Avec d'autre choix que les vôtres, naturellement.

Car vous ne faites rien de neuf par rapport à nos voisins européens en décidant de vous entêter à respecter ces sacro saintes règles économiques imposées par la Commission Européenne.

Oui c'est le vrai sujet. Du Traité de Maastricht en 1992 jusqu'au Pacte budgétaire européen de 2012, c'est une austérité toujours plus poussée qui

s'impose, au détriment des aspirations populaires. Au nom de ces Traités, les Français et les nations européennes devraient respecter le seuil fatidique de 3% du PIB pour notre déficit public et celui de 60% pour notre dette ?

Des règles et des chiffres froids, durs, érigés en totems, pris arbitrairement sans tenir compte de la vie, des êtres humains et des défis à relever pour notre planète, pour la transition écologique.

Ces règles, nous ont-elles un jour protégés ? A-t-on évité, grâce à elles, la crise de 2008 ? A-t-on fait reculer le chômage ? les inégalités ? la pauvreté ? Trois fois non, hélas !

Le pire, c'est que cela ne suffit pas ! La Commission Européenne, à la légitimité démocratique contestable, se permet de devenir menaçante en plaçant notre pays « sous surveillance renforcée ».

Voilà au nom de quoi, Messieurs les Ministres, vous nous présentez ce budget. Et vous nous demandez d'accepter cet abandon de souveraineté !

En plus, je vous cite, monsieur Le Maire : « Ce choix de la baisse de la dépense publique doit permettre à notre pays de sortir de la procédure pour déficit public excessif dont il fait l'objet depuis 2009. Avec l'Espagne -... – la France est le dernier État membre de l'Union européenne à être sous le coup de cette procédure. **C'est une honte pour notre pays** – ... – d'être dans cette situation. »

Mais Monsieur le Ministre, **la honte, pour nous, c'est que des millions de Français vivent toujours dans la pauvreté alors que l'argent continue de ruisseler pour une minorité ! C'est cette injustice-là qui devrait nous faire honte à tous ici !**

Les traitements infligés à notre pays, loin de nous guérir, sont au contraire mortifères. Ils ne répondent qu'à un seul objectif :

Privatiser les services publics pour offrir au secteur privé des marchés nouveaux, accentuer la concurrence pour réduire le coût du travail et enfin, libérer le capital de toute entrave pour qu'il puisse rapporter beaucoup à ses propriétaires.

Voilà d'où vient votre budget. Ne lui retirons pas une certaine logique. Bruxelles trace la feuille de route et vous la mettez en œuvre, en bons élèves de l'austérité et du libéralisme. Mais pour viser le tableau d'honneur, il vous fallait aller plus loin. Dépasser le cadre requis pour offrir des gages supplémentaires. Votre

budget affiche donc clairement la couleur. **Si c'était un magasin, l'enseigne brillerait de mille feux : « Au Bonheur des riches ! »**

C'est tellement évident que toute la presse en parle. « Revenus du patrimoine : les grosses fortunes sont les gagnantes ». C'est le journal de ma région, La Voix du Nord, qui l'écrit sur une double page. Et ce n'est qu'un exemple.

La liste des cadeaux est tout à fait éclairante. La suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune permettra aux 1% les plus riches, les fameux « premiers de cordée », d'économiser 3,2 milliards d'euros. Concrètement, vous allez baisser l'impôt des familles les plus riches de France, comme celle de Monsieur Bernard Arnault, dont la fortune est estimée à 46,1 milliards d'euros. **Ou dans le Nord, celle de Monsieur Gérard Mulliez, qui n'a jamais demandé à ne pas payer l'ISF ! Il s'était même étonné, quand je l'ai rencontré, que l'État lui fasse un chèque de 160 millions d'euros au titre du CICE alors qu'il n'avait rien demandé !**

Il paraît que l'ISF n'est pas efficace, qu'il ne taxe que « les petits riches » et épargne les « gros riches », car ceux-là, utilisent d'autres systèmes pour échapper à l'impôt ! Quel aveu !

Mais si c'est le cas, au lieu de supprimer l'ISF, rendez le plus efficace ! Attaquez les fraudeurs et durcissez la loi !

Au contraire de cela, vous préférez le supprimer. Et vous allez même plus loin en plafonnant la fiscalité du capital à 30%, en supprimant la taxe sur les dividendes et celles sur les transactions financières. **Bref, l'Etat rase gratis et espère ainsi que les plus grosses fortunes contribueront à l'effort national !**

Mais qui peut croire à ce conte pour enfants ? **Ce n'est pas en donnant plus à ceux qui ont déjà tout que vous allez relancer l'économie ! En revanche, augmentez les pensions et les salaires et c'est sûr, vous verrez que les retraités et les salariés, eux, iront consommer et dépenser leur argent dans l'économie locale !**

Car vous oubliez un mot important qui est à l'origine de la création de l'Impôt de Solidarité de la Fortune : c'est le mot « **solidarité** ». Au-delà des chiffres, c'est ce mot-là que vous faites disparaître du budget de la France, alors que, plus que jamais, notre pays et les Français attendent de la solidarité.

Notre ennemi, ce ne sont pas les riches, et nous n'en sommes même pas jaloux. Non, notre ennemi c'est ce système qui fait que la fortune des plus

riches augmente de 30% d'une année sur l'autre alors que le pouvoir d'achat des salariés, lui, baisse ! La fortune des 500 familles les plus riches de France atteint 571 milliards d'euros en 2016, soit 16% de notre PIB, alors qu'elle était de 80 milliards d'euros il y a 20 ans ! **Le salaire des ouvriers a-t-il été multiplié par sept durant la même période ? ça se saurait !**

Le problème, c'est ce système économique qui permet d'accumuler autant de richesses mais qui ne permet pas sa juste redistribution.

Le problème, c'est que la richesse des plus gros patrimoines progresse 3 fois plus vite que celle du PIB de la France.

Puisque vous supprimez l'ISF, vous auriez pu en même temps baisser l'impôt sur le revenu des travailleurs et des retraités. Eh bien non !

Quand vous touchez à l'impôt sur le revenu, c'est pour baisser l'impôt de ceux qui gagnent plus de 152 000 euros (4^{ème} tranche de l'IR). Il fallait oser le faire, quand même !

Votre logique est de « libérer le capital » au profit exclusif des actionnaires. L'allègement de la taxe sur les transactions financières, la suppression de la taxe sur les dividendes des multinationales n'auront qu'une conséquence : priver notre pays de 12 milliards d'euros et favoriser l'économie spéculative au lieu de soutenir l'économie réelle. Pourtant, la France est déjà championne d'Europe pour les dividendes versés, en 2016, aux entreprises avec 54 milliards d'euros ! Pourquoi n'ont-elles pas investi plutôt que d'enrichir les actionnaires ?

Et vous voulez accentuer cette tendance ?!!

Cette tendance, nous la connaissons bien. Elle nous a conduit, depuis trente ans, à de graves crises. Certaines nous ont même mis au bord du chaos, comme en 2008.

Or non seulement vous n'en tirez pas les leçons, mais vous appuyez sur l'accélérateur.

Tous les signaux de la planète financière sont au rouge. La prochaine crise financière pourrait être celle de la dette des étudiants américains. Elle s'élève à 1300 milliards de dollars. Or sept millions d'entre eux sont insolubles. Ce n'est qu'un exemple de bulle financière prête à exploser.

C'est à cela qu'il faut s'attaquer. A cette économie complètement financiarisée, entièrement spéculative.

98% des opérations boursières n'ont aucun lien avec l'économie réelle et seulement 2% d'entre elles servent à financer les entreprises. Au lendemain de

la crise de 2008, tout le monde a dénoncé le trading haute fréquence, les algorithmes qui s'emballent, la spéculation sur les produits dérivés, sur la dette des États, le shadow banking et même les paradis fiscaux en affirmant qu'il fallait arrêter cette folie. Mais rien n'a changé ou si peu.

L'économie devient incontrôlable. Nous vivons dans un monde où en un clignement d'œil se réalisent 7000 opérations boursières, impossibles à vérifier, à contrôler. Et ces grandes places boursières, comme celle de la City à Londres, que vous rêvez de faire venir à Paris, deviennent des grandes lessiveuses de l'argent sale, celui de la drogue, de la mafia, celui de la prostitution et du terrorisme.

C'est bien pourquoi il faut en priorité s'attaquer à cela et revenir à une économie plus saine, plus juste, plus propre, plus ancrée dans le réel pour répondre aux défis de l'humanité et aux besoins des populations.

Ce sont d'ailleurs les propositions de nombreuses ONG tel qu'OXFAM, CCFD Terre Solidaire et d'autres encore qui proposent notamment l'élargissement de la Taxe sur les Transactions Financières aux opérations intraday et au trading à haute fréquence.

Lancée par Nicolas Sarkozy, mise en place par François Hollande, elle permet surtout de lutter contre la spéculation. Une étude récente a même montré que depuis sa mise en place, les opérations boursières ont baissé de 10%. C'est donc un outil efficace pour rendre moins attractive la spéculation.

De plus les recettes que génère cette taxe permettent de financer le développement dans le monde. En l'élargissant, comme nous vous le proposons, nous pourrions dès l'année prochaine porter notre contribution à 0,7% du PIB, comme annoncé par le Président de la République.

Avec vos efforts pour rendre plus attractifs les placements en Bourse et plus rentable la spéculation, vous mettez dangereusement l'économie en surchauffe.

Mais en plus, pour financer vos choix, vous faites payer ceux qui auraient au contraire le plus besoin d'être soutenus. Ils sont nombreux à faire les frais de votre politique. Les étudiants et les jeunes travailleurs, touchés par la baisse des APL. 60 euros au 1^{er} janvier.

Et les 2,5 millions de retraités qui vont subir de plein fouet la hausse de la CSG, sans aucune compensation.

L'assurance maladie, les hôpitaux, qui devront faire plus de 15 milliards d'euros d'économies sur cinq ans, le logement social qui va perdre 1,8 milliards d'euros dès 2018. Les fonctionnaires, soumis au régime sec avec le gel du point d'indice et surtout désignés comme une charge pour la nation !

Les collectivités, elles aussi, ont droit à la grande faucheuse : 13 milliards de dotations en moins sur cinq ans. Du jamais vu !

Comment peut-on continuer dans un décor pareil ?

Supprimer l'ISF quand il y a neuf millions de pauvres, c'est de l'indécence ! Et penser que l'on va rattraper le coup en taxant quelques yachts et des voitures de luxe, c'est carrément se moquer du monde.

Alors M. le Ministre, augmenter le minimum vieillesse et l'allocation pour adultes handicapés, c'est bien. Bravo ! Mais est-ce à la hauteur des enjeux ? On reste à mille lieux des besoins réels.

Monsieur Darmanin,

Avec la baisse des cotisations sur les salaires, vous promettez 15 euros par mois au salarié payé au SMIC mais ces 15 euros seront vite perdus quand il aura payé la hausse de la mutuelle, les remboursements de médicament ou le forfait hospitalier, celles du gaz, de l'électricité, des frais bancaires, du diesel ou du tabac et maintenant du beurre ! Oui leur pouvoir d'achat va baisser si le SMIC n'augmente pas plus ! Nous voulons plus que ces 15 euros, nous voulons le beurre, l'argent du beurre !

Même chose avec votre projet de supprimer la taxe d'habitation pour rendre l'argent que vous allez prendre de l'autre côté en augmentant la CSG.

Avec cette réforme, vous placez les communes sous tutelle de l'Etat. Vous leur demander de se passer elles même les menottes en leur demandant de choisir les économies à faire ?

D'autres choix sont possibles. Le Portugal est du reste en train d'en apporter la preuve.

Malgré une politique d'austérité menée entre 2008 et 2015, le Portugal a lui aussi été placé sous surveillance de la commission, pour « déficit excessif ». Une mesure assortie d'une menace d'amende. Et de quelques suggestions du type tailler dans les dépenses publiques et notamment les dépenses sociales !

A son arrivée au pouvoir, la coalition de gauche a pris le contre-pied de ce diktat : hausse de 10,3% du salaire minimum, hausse des retraites et des allocations familiales, interruption de la privatisation de services publics, baisse des impôts les plus modestes.

Résultat de cette stratégie, basée sur la relance de la consommation ? Une croissance voguant vers les 2,5% du PIB pour 2017 alors que le pays frôlait la récession, un déficit public ramené à son plus bas taux depuis 1974, un chômage descendu en dessous des 10% pour la première fois depuis 2009.

Autrement dit, le Portugal affiche un bien meilleur bilan que la France, l'Italie ou l'Espagne, pourtant « bons élèves de l'austérité ».

Alors que ferions-nous si nous en étions en charge de ce budget ? D'abord, nous aurions une autre conception de la justice fiscale.

Remettre l'humain au cœur de tous les choix, voilà ce qui doit nous guider. Répondre aux besoins humains simplement au nom de l'élémentaire dignité. Celle qui passe notamment par l'accès au travail, au logement, à la santé, à l'éducation, à la culture.

Pour répondre à cette exigence, il faut bien sûr dégager des recettes. Réorienter celles qui sont à portée de main. Car il ne faut pas dire que l'argent manque. Au contraire, il coule à flots, mais toujours entre les mêmes cercles. Des cercles qui débordent parfois largement au-delà de nos côtes. On peut aussi dire offshore...

Cessons de tourner autour du pot. Que faisons-nous pour lutter réellement contre l'exil fiscal ? A-t-on bien conscience de l'ampleur du phénomène ? 300 milliards d'euros exfiltrés à l'étranger ! C'est 15% de notre PIB qui sont actuellement planqués dans des paradis fiscaux, selon une récente étude (NBER). Ce qui est largement au-dessus de la moyenne mondiale, estimée à 9,8%.

Serait-ce donc cette pression fiscale excessive qui étranglerait nos riches compatriotes ? Non, visiblement !

Au Danemark et en Norvège, où les taux d'impositions sont parmi les plus élevés d'Europe, la richesse placée dans les paradis fiscaux n'est que de 3% ! Et elle est de 16% et 17% en Grande-Bretagne et en Belgique, pourtant réputées pour leur fiscalité accueillante.

Chez nous, parmi les 300 milliards d'évasion fiscale, près de la moitié sont détenus par 3 250 ménages.

Quand cesserons-nous de trouver toutes les excuses aux exilés fiscaux alors qu'ils ont une grande part de responsabilité dans le déficit excessif de la France !

Encore une fois, à l'heure où l'Europe met enfin en place un Parquet européen financier, nous vous demandons la suppression du « verrou de Bercy » qui accorde à l'administration l'exclusivité du traitement de la fraude, au détriment de la justice.

Est-ce en prévoyant de supprimer, et ce n'est qu'un exemple, 1650 employés aux douanes, au contrôle fiscal et à la concurrence, que l'on se donne les meilleures chances de récupérer ce qui nous est dû ?

En faisant de la lutte contre l'évasion et l'optimisation fiscale la priorité de notre budget pour les 5 prochaines années, oui, nous pouvons atteindre un budget équilibré, avec 0% de déficit d'ici 2022 et même de retrouver des marges de manœuvres pour investir : En 2016, le déficit de la France s'élevait à 3,4% du PIB, soit 76 milliards d'euros. C'est à peu de choses près le montant total de l'évasion fiscale annuelle.

Ramener chez nous 15 milliards d'euros dès 2018 semble un horizon atteignable. Il est temps de mettre un terme au temps béni des tricheurs !

Un autre budget est possible, sans austérité, au service d'autres objectifs. Comment ?

En nous appuyant simplement sur des règles plus justes, plus équitables, plus humaines.

L'Impôt de solidarité sur la fortune doit bien sûr être maintenu. Mais pas que. Il doit être renforcé et concerner les patrimoines dès 800 000 euros. Les contribuables concernés vivront-ils moins bien ? Non ! Grâce à cet impôt de Solidarité sur la Fortune « nouvelle formule » nous pourrions financer une véritable politique de santé publique entre autres.

L'argent ne manque pas, c'est juste que vous renoncez à aller le chercher.

Quand le conseil constitutionnel rejette la taxe de 3% sur les multinationales et leurs filiales, non seulement vous ne mettez en place aucun autre dispositif, mais en plus vous prévoyez de rembourser 8 à 10 milliards aux entreprises ! On connaissait la célèbre formule « mon ennemi c'est la finance ». Avec vous, la finance a trouvé son meilleur ami.

Les députés communistes proposent de taxer à 0,5% le chiffre d'affaires des multinationales, à partir de 500 millions d'euros. Dès 2018, la mesure pourrait rapporter 6 milliards d'euros, comme le confirment les estimations fournies par le rapporteur en commission.

Nous souhaitons également remettre à plat la fiscalité des entreprises.

Oui nous le disons clairement, il faut conditionner l'argent public versé aux entreprises. Il ne peut plus servir à financer les dividendes des uns ou les délocalisations des autres !

Le bilan du CICE, aujourd'hui, c'est 400 000 euros par emploi. Ça fait cher l'emploi créé !

Enfin, nous préférons faire des économies dans le budget des armées et notamment celui de la dissuasion nucléaire plutôt que dans celui de la santé et du logement.

Vous programmez 4 milliards d'euros de dépenses par an pour augmenter notre capacité de frappes nucléaires, à l'heure où le désarmement s'impose ! Voilà un budget qui pourrait être diminué pour être investi ailleurs.

Monsieur le Ministre, mes chers collègues,

Vous avez compris, les députés communistes vous proposent un autre budget pour la France, créant un nouveau modèle économique, respectueux de tous et répondant aux urgences.

Les marges de manœuvre budgétaires sont multiples.

D'abord, la mise en place d'une stratégie éclair contre l'optimisation, la fraude et l'évasion fiscales doit rapporter 15 milliards d'euros par en 2018, 60 milliards en année pleine. Cette stratégie pluriannuelle doit mobiliser l'ensemble des moyens humains, juridiques, financiers et politiques de l'Etat.

Ensuite, il ne faut pas s'en remettre à une hypothétique taxe européenne sur les transactions financières, il faut plutôt renforcer celle que nous avons en France. En l'élargissant, elle rapportera 2 milliards de plus.

Par ailleurs, mes chers collègues, face à la violence sociale des dividendes et patrimoines accumulés, la puissance publique doit intervenir. L'outil fiscal doit aisément permettre d'engranger 2 à 3 milliards d'euros supplémentaires chaque année.

Il convient également de faire rentrer les Google, Apple, Facebook et Amazon dans le droit commun : les géants du numérique ne sauraient continuer à s'exonérer de leur contribution au financement de l'action publique. Nous proposons l'instauration d'une taxe pour les GAFA.

En réalité, notre budget suit une triple logique : **répondre aux besoins du plus grand nombre, redonner du pouvoir d'achat et lutter efficacement contre le chômage**

Ainsi nous proposons d'investir dans la santé, dans l'école, dans le logement, dans la recherche, la culture et en faveur des retraités et des personnes handicapées.

Ces budgets ne sont pas des coûts pour la société mais représentent des investissements.

Nous proposons le rétablissement progressif sur 5 ans des dotations aux collectivités au niveau de 2012.

Les missions des contrats aidés doivent être pérennisées, les communes et les associations doivent voir leurs moyens sécurisés.

Nous demandons de relancer les grands projets utiles pour nos concitoyens, à hauteur de 10 milliards d'euros et d'investir dans la transition écologique. C'est bon pour l'économie locale et c'est bon pour la France de demain.

Nous proposons de substituer au CICE et au Crédit Impôt Recherche un plan de soutien aux entreprises en contrepartie d'engagements concrets en faveur de l'emploi et l'investissement. Dans le même esprit nous proposons de soutenir l'industrie française et de prendre part tout de suite dans le capital d'ALSTOM. Nous demandons le maintien de services publics de proximité tel que les permanences de la CARSAT, CAF, Caisse primaire d'assurance maladie, La Poste...

Nous voulons un vaste plan de soutien au monde rural, aux petites communes et aux territoires ruraux pour qu'en tout point de la France, nous ayons tous un égal accès aux mêmes droits, tel que la santé, le numérique, l'école.

Nous voulons investir dans l'agriculture et garantir un revenu aux agriculteurs avec un meilleur partage de la valeur ajoutée durant toute la chaîne de commercialisation de leurs produits.

Nous étudierons la mise en place progressive sur 5 ans de la gratuité des transports en commun pour favoriser les transports collectifs à la voiture plutôt que d'augmenter les tarifs du diesel.

La dépense publique, quand elle est au service de tous, n'est pas un gros mot !

Et pour rendre le pouvoir d'achat aux Français, baissions la TVA, impôts injuste par excellence, rétablissons une juste rémunération du travail, avec une échelle d'écart des salaires de 1 à 20 en commençant par augmenter le SMIC et les plus petits salaires de la fonction publique.

De même, il est urgent d'augmenter les pensions afin qu'elles atteignent le seuil minimum de 1 000 euros d'ici 2022. Nous proposons dans le même élan de rétablir la demi part fiscale pour les veuves et les veufs.

Voilà l'esprit d'un budget cohérent, en phase avec le quotidien de millions de nos concitoyens, voulant répondre à leurs préoccupations de tous les jours.

Oui nous rêvons de justice sociale et de justice fiscale. Nous rêvons d'un nouveau modèle économique et écologique au service du plus grand nombre, au service du développement humain.

Votre projet de loi de programmation pour les 5 années à venir tourne le dos à toutes ces aspirations. Voilà pourquoi nous vous demandons de soutenir le renvoi en commission de ce texte.